

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Département de la Guadeloupe

COMMUNE DE GOYAVE

Conseil municipal du 12 août 2022

L'an deux mille vingt-deux, le douze août, à dix-huit heures trente, le Conseil municipal de la Commune de GOYAVE s'est réuni en session ordinaire en Salle des Délibérations de l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Ferdy LOUISY, Maire, sur convocation individuelle, faite en exécution des articles L.2121-10, L.2121-11 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le 05 août 2022.

Etaient présents : 19

M. Ferdy LOUISY, Maire

M. Daniel PÉTRIS (*arrivé à 18h43*), Mmes Jenifer GÉRAN, Chantal RÉGENT, Geneviève GAMER, M. Achille ADONAÏ, Mme Suzy LAPIERRE DE MELINVILLE, **Adjoints**

MM. Lucien JOSÉPHINE, Philippe TARER, Mmes Nadia CONSTANT, Héléna NAGAMAN, Marielle LAROCHELLE, Dominique BODESSON, Cynthia CHAPOULIE, Jacqueline JANGAL, Tiphany MELANE, M. Meddy TOTO, Mme Maryse CITRONNELLE, M. Bernard ZORA, Conseillers municipaux

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 03

M. Luc DONNET pouvoir à Mme Jenifer GÉRAN,
M. Félix EMMANUEL pouvoir à M. Philippe TARER,
M. Patrick BROCHANT pouvoir à Mme Héléna NAGAMAN

Excusé(e)s:00

Absent(e)s: 07

M. Michel CATHERINE, M. Antoine SAHAÏ, M. Jean-Pierre FAROUIL, Mme Marie-Louise MÉLON, M. Patrick PÉTRIS, Mme Esther GALETTE, M. Rémy SENNEVILLE, (*Conseillers municipaux*)

Secrétaire de séance :

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un(e) secrétaire de séance pris au sein du conseil : **Mme Jacqueline JANGAL** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir cette fonction.

Acte certifié éxecutoire

N° de la délibération

2022-28

Objet

TRANSFERT D'OFFICE
DE VOIRIE – SAISINE
DU PRÉFET POUR LE
CLASSEMENT D'OFFICE
DE LA RUE DE LA
DISTILLERIE
- SECTION BOIS-SEC

Acte rendu exécutoire

le 19 AOUT 2022
après transmission
électronique en Préfecture
le 19 AOUT 2022
et mise en ligne sur le site de la

commune

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Ayant donné procuration
29	19	03
Vote		
À l'unanimité moins une abstention (M. Bernard ZORA)		
Pour	Contre	Abstention
21	00	01

AR-Préfecture de Basse-Terre

971-219711140-20220819-2-DE

Réception par le Préfet : 19-08-2022

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment en son article L 2121-29;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment en ses articles L.318-3, L.318-4, R.318-10;

Vu le code de la voirie routière, notamment en ses articles R. 141-4; R. 141-5 et R.141-7 à R. 141-9;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment le chapitre IV du titre III du livre 1^{er} ;

Vu la loi n°2004-1343 portant simplification du droit;

Vu la délibération n°2021-17 du 14 décembre 2021 autorisant le lancement de la procédure de transfert d'office de la rue de la Distillerie- Section Bois-Sec ;

Vu l'arrêté n°2021-439 du 24 décembre 2021 portant ouverture de l'enquête publique relative au transfert d'office de la voie privée « Rue de la Distillerie » Quartier de Bois-Sec dans le domaine public communal ;

Vu l'avis favorable du Commissaire enquêteur au transfert d'office consigné dans son rapport d'enquête publique en date du 06 janvier 2022 ;

Vu les oppositions exprimées par certains riverains à l'égard du transfert d'office ;

Considérant que la voie Rue de la Distillerie est ouverte à la circulation publique ;

Considérant le plan parcellaire et l'état parcellaire résultant des interventions du géomètre mandaté par la ville ;

Considérant que ce transfert d'office est justifié par l'intérêt public fondé notamment sur le raccordement futur du quartier de Bois-Sec et du futur groupe scolaire au réseau d'assainissement collectif;

APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, DÉCIDE À L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS MOINS UNE ABSTENTION (M. Bernard ZORA)

<u>Article 1</u>: de prendre acte des oppositions formulées par les riverains lors de l'enquête publique réalisée pour le transfert de la voie « Rue de la Distillerie » - Bois-Sec

Article 2 : d'approuver le plan d'alignement de ladite rue

<u>Article 3</u>: de mandater M. le Maire afin de procéder à la saisine de M. le Préfet à fin de prononcer le transfert d'office conformément aux dispositions de l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme et de l'autoriser à signer tout acte relatif à cette affaire

<u>Article 4</u> : de donner mandat à Monsieur le Maire pour suivre l'exécution de la présente délibération et l'autoriser à signer tout document relatif à cette affaire ;

<u>Article 5</u>: La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de BASSE TERRE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Ce recours peut également être effectué par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet <u>www.telerecours.fr</u>.

Article 6 : Monsieur le Maire, le Directeur Général des Services sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus, pour extrait certifié conforme

La Secrétaire de séance

Jacqueline JANGAL

<u>La liste des délibérations</u> a été publiée électroniquement le 19 AOUT 2022 et affichée en Mairie le 19 AOUT 2022 La liste des délibérations











